

Unité Départementale de la Somme
Équipe 2
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 20/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

FERME EOLIENNE DE CROIXRAULT (INNOVENT)

5 rue Horus
59650 Villeneuve-d'Ascq

Références : 2023-E20069
Code AIOT : 0005107389

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2023 dans l'établissement FERME EOLIENNE DE CROIXRAULT (INNOVENT) implanté Lieux-dits "Vallée Imbert" et "le Chemin de Poix" 80290 Croixrault. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE DE CROIXRAULT (INNOVENT)
- Lieux-dits Vallée Imbert et le Chemin de Poix 80290 Croixrault
- Code AIOT : 0005107389
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FERME EOLIENNE DE CROIXRAULT exploite 5 aérogénéateurs d'une puissance unitaire de 2,3 MW sis sur les territoires des communes de Croixrault et de Moyencourt-lès-Poix. Les installations classées sont encadrées réglementairement notamment par les actes administratifs ci-dessous :

- arrêté ministériel modifié du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,

- arrêtés préfectoraux de permis de construire des 2 décembre 2004 et 6 avril 2006,
- donner-acte d'antériorité du 28 septembre 2012.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 mars 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi environnemental	AP de Mise en Demeure du 04/03/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des pièces justificatives (rapport de suivi environnemental et attestation de dépôt légal de données biodiversité et fichiers de téléversement comprenant le suivi de mortalité et le suivi de l'activité chiroptérologique) présentées par l'exploitant, aucune suite n'est proposée. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Somme d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 mars 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/03/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Dans un délai de 12 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de remettre le rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées, et de respecter l'ensemble des dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié par l'article 9 de l'arrêté ministériel du 22 juin 2020.
Constats : L'exploitant a présenté en séance le rapport de suivi environnemental 2021 en date du 14 mars 2023 version n°3 conforme au protocole ministériel de 2018. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté et transmis l'attestation de dépôt légal de données biodiversité (DEPOBIO) en date du 4 avril 2023 et les fichiers de téléversement comprenant le suivi de mortalité et le suivi de l'activité chiroptérologique du parc éolien. L'exploitant respecte cette prescription. En séance, l'exploitant précise qu'il prévoit de mettre en oeuvre un bridage du parc éolien vis-à-vis des chiroptères durant la période estivale. L'exploitant transmettra ce porter-à-connaissance à l'inspection des installations classées et à la Préfecture de la Somme. Il a été constaté que l'exploitant a procédé au fauchage de la plateforme de l'aérogénérateur E5 comme mentionné et préconisé dans le rapport de suivi environnemental.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet